

Le Royaume Uni et la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD)

**Mémoire de géopolitique
Du Commandant Paul Bedford RHG/D**

Directeur : Mr Thierry Chopin

1^{er} AVRIL 2005

1	Introduction	5
1	Historique de la PESD.....	7
1.1	De la naissance de la Communauté européenne, jusqu'à Maastricht.....	8
1.2	Le traité sur l'Union européenne (Traité de Maastricht) :	12
1.3	La PESD et le deuxième pilier.....	13
1.4	La PESD	14
2	Le Royaume Uni et sa politique européenne	15
2.1	L'évolution du lien entre le Royaume Uni et l'Union européenne.....	16
2.2	La position économique et politique du Royaume Uni en Europe	18
2.3	La politique de défense du Royaume Uni.....	23
3	la place du Royaume-Uni dans la politique européenne.....	26
3.1	La « special relationship » et la question du rapport aux Etats-Unis. ...	26
3.2	La question de la synergie entre la France, l'Allemagne et le RU en matière de défense.....	27
3.3	La question de la place du Royaume Uni dans l'industrie européenne de l'armement.	30
3.4	L'évolution de l'EDA (European Defence Agency).....	32
4	Conclusion	35
	BIBLIOGRAPHIE	36

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

ADM :	Armes de destruction massive
AED :	Agence européenne de défense
AIE :	Agence Internationale pour l'Energie
ASE :	Agence Spatial Européenne
CECA :	Communauté Européenne de Charbon et d'Acier
CE :	Communauté Européenne
CED :	Communauté européenne de défense
CEE :	Communauté Européenne Economique
CMUE :	Comité Militaire de l'UE
COPS :	Comité Politique et de Sécurité
EFTA :	European Free Trade Agreement
EMUE :	ETAT-MAJOR de l'UE
EURATOM :	European Atomic energy community
GDP :	Gross Domestic Product
GTIA :	Groupement Tactique Inter Armes
IFF :	Identify Friend or Foe
OMC :	Organisation mondiale du commerce
ONU :	Organisation des Nations Unies
OSCE :	Organisation pour la Sécurité et Coopération en Europe
OTAN :	Organisation du Traité de l'Atlantique Nord
R&D :	Recherche et Développement
RAF :	Royal Air Force
PESC :	Politique Etrangère et de Sécurité Commune
PESD :	Politique Européenne de Sécurité et de Défense
PIB :	Produit Intérieure Brut
RFA :	République Fédérale Allemande
SACEUR :	Supreme Allied Commander EUROpe
SHAPE :	Supreme Headquarters Allied Powers Europe
SME:	Système Monétaire Européenne
UEO :	Union de l'Europe Occidentale
UO :	Union Occidentale



*« Qui desiderat pacem, preparat bellum »
Vegetius 4^e siècle*

Introduction

Les événements majeurs du 20^{ème} siècle ont amené à travers une longue métamorphose depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, à la création de « l'Union Européenne » (UE) lors de l'entrée en vigueur du traité de Maastricht en 1993. Elle compte aujourd'hui 25 membres depuis 2004, dont certains appartenant auparavant à l'ancien bloc soviétique. L'UE repose aujourd'hui sur trois piliers dont : les Communautés Européennes (CE) ; la Politique Européenne de Sécurité et de Coopération (PESC), et le pilier « justice et affaires intérieures ». Elle comprend aussi l'Agence européenne de l'armement « EDA¹ » créée en 2004. La participation du Royaume Uni, étant une des trois principales puissances économiques et militaires de l'Europe est fondamentale en particulier dans le contexte du deuxième pilier et plus précisément dans la Politique Européenne de Sécurité et de Défense (PESD).

Le Royaume Uni est convaincu que l'Europe doit être capable de mener des opérations indépendantes, dites de types « Petersberg² », de manière autonome, sans dupliquer les capacités de l'OTAN. Ceci dit, la Politique du Royaume Uni vis-à-vis de la PESD est complexe non seulement en raison de la « special relationship », relation privilégiée avec les Etats-Unis, mais aussi à cause de la divergence entre sa doctrine et ses capacités militaires, sa situation économique et la méthode de raisonnement avec le continent européen. Le développement d'un état major capable de planifier d'une façon autonome, comme celui prévu à Tervuren en Belgique par la France, l'Allemagne et les pays du Benelux³, sans recours aux moyens et capacités de l'OTAN est en opposition avec la vision Britannique. L'OTAN a garanti la sécurité de l'Europe depuis 1949, les États-Unis étant la composante la plus importante et elle reste capable de le faire jusqu'en 2030⁴, le Royaume Uni ne veut pas voir créer une PESD concurrente à celle-ci, car elle ne croit pas que ce soit dans son intérêt ou celui de l'UE. C'est dans cette perspective que le Royaume Uni veut voir l'UE réaliser son potentiel d'ici à 2030. Cependant le Royaume Uni avec la France et l'Allemagne travaillent ensemble pour réaliser la PESD. Les résultats des élections en Mai 2005 au Royaume Uni et

¹ EDA – European Defence Agency

² Les missions de Petersburg ont été intégrées dans le titre V du traité sur l'UE et comprennent des missions; humanitaires ou d'évacuation de ressortissants, de maintien de la paix, de force de combats pour la gestion des crises, y compris des opérations de rétablissement de la paix.

³ Les Pays-bas, la Belgique et le Luxembourg

⁴ The Political dimension of the “future strategic context for defence” – www.mod.uk

donc le référendum sur la constitution de l'UE seront clés pour le soutien et la réalisation de la PESD.

Afin de développer ce propos, ce mémoire sera présenté en trois parties. La première partie replace l'argument dans son contexte en récapitulant l'historique de la PESD et de ce qu'elle comprend aujourd'hui. La deuxième partie entre dans le détail de la politique européenne du Royaume Uni. La troisième partie met l'accent sur la place du Royaume Uni dans la politique Européenne, avant de conclure sur la situation aujourd'hui du Royaume Uni et la PESD.

1 Historique de la PESD

A travers les siècles, depuis le temps des romains, l'Europe fut unie d'une façon ou d'une autre par de nombreuses ethnies, empires, traités, ou alliances, qui sont à la base des méthodes de raisonnements semblables de ses peuples. Plus récemment après la faillite d'Adolf Hitler et de son rêve de créer une Europe nazie, c'était en 1945 que Winston Churchill a suggéré la notion d'une « United States of Europe » quand il été Chef de l'opposition. Churchill a mené une politique favorable à l'Union européenne qui reste cependant ambiguë. Dans le discours qu'il prononce à Zurich, le 19 Septembre 1946⁵, il n'hésite pas à parler de futurs « Etats-Unis d'Europe », avec l'ambition de « reconstituer la famille européenne et de lui fournir une structure qui lui permette de vivre et de croître en paix, en sécurité et en liberté ». Toutefois, Churchill s'oppose d'or et déjà à toute notion de supranationalité, ce qui est encore le cas aujourd'hui pour le Royaume Uni. Pour voir quels sont les catalyseurs qui ont accéléré le processus de création d'abord d'une identité moderne européenne, mais plus spécifiquement de la PESD, il faut revenir sur les événements majeurs du siècle dernier. Ce siècle a vu deux guerres mondiales qui ont changé complètement l'équilibre mondial du pouvoir. En un siècle, les anciens empires de l'Europe occidentale ont été remplacés par un pouvoir économique et militaire américain indiscutable⁶. La fin de la guerre froide, la chute du mur de Berlin et la crise des Balkans ont remis en cause non seulement l'OTAN et son rôle, mais plus important, ont révélé la nécessité d'avoir une capacité d'intervention autonome européenne, tout en restant en complément des capacités de l'OTAN, organisation qui a assuré la sécurité en Europe depuis 1949.

L'Union Européenne, dont le premier de ses trois piliers repose sur la Communauté Européenne, est une structure institutionnelle pour la construction d'une Europe unie. Elle fut

⁵ L'idée de Winston Churchill était la suivante : « Si les pays européens parvenaient à s'unir, leurs 300 à 400 millions d'habitants connaîtront, par le fruit d'un héritage commun, une prospérité, une gloire, un bonheur qu'aucune borne, qu'aucune frontière ne limiterait. Il faut que la famille européenne, ou tout au moins la plus grande partie possible de la famille européenne, se reforme et renoue ses liens, de telle manière qu'elle puisse se développer dans la paix, dans la sécurité et dans la liberté. Il nous faut ériger quelque chose comme les Etats-Unis d'Europe. Le premier pas à accomplir est la constitution d'un conseil européen. Pour mener à bien cette tâche urgente, la France et l'Allemagne devront se réconcilier ; la Grande Bretagne, la famille des peuples britanniques, la puissante Amérique et, je l'espère sincèrement, l'Union Soviétique – car, alors, tout serait résolu – devront se poser en amis et protecteurs de la nouvelle Europe, devront défendre son droit à la vie et à la prospérité.

⁶ Dépenses militaires des EU seront de l'ordre de \$400 milliards en 2005, a peu près dix fois celle du Royaume Uni et de la France, et plus grande que tout celle de l'UE ensemble.

créée après la deuxième guerre mondiale pour unir économiquement les nations européennes afin de garantir la Paix, la prospérité économique, la stabilité face aux risques extérieurs et de les doter d'une influence mondiale relative à leur potentiel, afin d'éviter le retour d'un autre conflit ou guerre en Europe. L'ancien secrétaire générale de l'OTAN, Lord Robertson a bien mis le problème européen en perspective à plusieurs reprises lors de l'intervention au Kosovo en 1999, en citant les lacunes de l'Europe⁷ : dans le domaine de la défense, elle n'est qu'un « tigre en papier » qui a eu du mal à trouver 40000 soldats pour le Kosovo parmi sa population de deux millions de militaires.

Aujourd'hui l'Union européenne s'est élargie à vingt-cinq pays dont 10 nouveaux membres depuis 2004, une région géographique de 3, 892,685km², une population de plus de 453⁸ millions de personnes qui partagent des institutions et des politiques. Cette région représente la troisième plus grande population du monde après celle de la Chine et de l'Inde. Au niveau économique, l'UE en 2004 avait l'économie la plus importante du monde avec un PIB de 12, 481,827 millions de dollars, comparée avec celle des États-Unis avec un PIB de 11, 750,414 millions de dollars. Cette organisation qui n'est guère parfaite, a pu connaître une époque sans précédent de paix et de prospérité pour l'Europe de l'Ouest depuis la deuxième guerre mondiale.

1.1 De la naissance de la Communauté européenne, jusqu'à Maastricht

Les prémisses de l'Union Européenne furent observées lors de l'accord du traité de Bruxelles en 1948, après la prise de pouvoir par les communistes en Tchécoslovaquie qui a déterminé en partie la création de l'Union Occidentale (UO) à cinq⁹. Plus tard dans l'année, l'UO décide de se doter d'une organisation militaire intégrée. En 1949, le Conseil de l'Europe est créé, dont le siège est à Strasbourg. La même année voit l'entrée en vigueur du traité de l'Atlantique Nord avec le Premier sommet atlantique à Washington. La décision est prise de mettre en place : un comité de défense réunissant les ministres, un comité militaire composé des chefs d'état-major, et de se doter d'un « exécutif » (Ce groupe permanent, où seuls siègeront les Trois Grands), enfin des groupes stratégiques régionaux qui doivent préparer l'instauration de véritables commandements régionaux

⁷ Discours du Secrétaire Générale de l'OTAN du 2 décembre 1999

⁸ www.wikipedia.org

⁹ La France, la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg

Fin septembre 1950, le premier sommet « atlantique » de New York se trouve dans une impasse quand les Américains et les Britanniques refusent la communauté atlantique intégrée proposée par les Français. Les Américains exigent le réarmement de la « République Fédérale Allemande » (R.F.A) en échange du renforcement de leur participation à l'OTAN, ce que les Français ne reprochent pas. La semaine suivante, le second sommet « atlantique » de New York aboutit à l'échec complet des négociations qui se sont déroulées les jours précédents. Les Français ont un mois pour trouver une solution dont le plan « Monnet-Pleven » qui propose une armée européenne pour sortir de l'impasse : scepticisme général, en particulier du côté des Américains, ce qui les a conduit à l'idée de la création de l'OTAN.

En décembre 1950, ce fut la déclaration des membres de l'UO transférant à l'OTAN leurs compétences militaires. L'année 1951 fut importante notamment pour l'ouverture à Paris de la conférence des six sur l'armée européenne. En même temps, des grèves et des protestations sont lancées par les socialistes contre l'installation de l'OTAN en France et plus particulièrement l'installation du SHAPE aux alentours de Paris. Le 24 juillet 1951, c'est le rapport intérimaire de la conférence sur l'armée européenne, désormais appelée Communauté Européenne de Défense (CED) ; quelques jours auparavant, Eisenhower s'est rallié au projet, marquant ainsi le retournement de l'attitude américaine.

Le processus de coopération et d'intégration du premier pilier de la Communauté européenne, commença avec 6 pays en 1951. Le processus débuta avec la création en 1952, de la « communauté européenne du Charbon et de l'Acier (CECA), qui rassemblent les ressources de charbon et d'acier de ces 6 pays¹⁰, dans un marché commun contrôlé par une autorité supranationale indépendante. En 1954, lors de la conférence de Paris, des accords seront signés qui prévoient l'entrée de la RFA et de l'Italie dans l'UO, se transformant en l'Union de l'Europe Occidentale (UEO). Le 26 décembre 1954, le gouvernement français entérine la décision de doter le pays de l'arme nucléaire

L'intervention Franco-britannique en 1956 conduites suite à la nationalisation du canal de Suez par Nasser, fut un point critique pour la diplomatie transatlantique et la « special relationship ». Cette intervention fut fortement condamnée par l'URSS qui menaçait d'intervenir, et les Etats-Unis qui forcèrent la fin de l'intervention Franco-Britannique.

¹⁰ Les 6 pays de la CECA sont; La France, La Belgique, L'Allemagne de l'ouest, Les Pays-bas, le Luxembourg et l'Italie.

En décembre 1957, lors du Conseil atlantique à Paris, le document MC14/2 qui prévoit la « nucléarisation » de la défense européenne est adopté. La même année voit l'installation au Royaume-Uni de missiles américains à moyenne portée sous double clé. Elle voit aussi l'équipement des forces européennes pour qu'elles puissent effectuer des frappes avec des charges nucléaires américaines, stockées au préalable en Europe. Tout au long de ce processus, il y a de fortes réticences françaises à la mise en place de ce stockage sur le territoire national : 38% des Français sont partisans d'un retrait des forces américaines du territoire national contre 27% des Anglais et 22% des Allemands.

Le traité de Rome a établi la « Communauté Européenne » (EU) et la « European Atomic Energy Community (Euratom) en 1958. Ceci élargissant le marché commun pour comprendre tous les secteurs économiques des pays membres. Le 1^{er} juin 1958 voit le retour du Général de Gaulle au pouvoir. L'année suivante la France annonce qu'elle va soustraire ses forces navales en Méditerranée du commandement de l'OTAN et qu'elle refuse le dépôt sur son territoire d'armes nucléaires américaines comme proposé en décembre 1957. En 1959, en réaction à la décision française, le SACEUR décide le transfert de 200 bombardiers américains *F-100* à capacité nucléaire de la France en RFA et au Royaume-Uni. Ceci est le premier retrait de forces alliées du territoire national.

Le 31 mai 1960, une allocution télévisée du général de Gaulle évoque pour la première fois une organisation pour l'Europe de la défense. Ceci est suivi l'année suivante par la première conversation sur la création d'un état-major franco-allemand, mais aussi, par la première candidature britannique à la CEE.

En 1962, au moment du discours de Philadelphie, le président Kennedy propose l'instauration d'une « communauté atlantique » fondée sur un « association » entre les Etats-Unis et les « Etats-Unis d'Europe », c'est-à-dire l'Europe des Six, renforcée par le Royaume-Uni. Suite aux « Accords de Nassau », les Etats-Unis fournissent au Royaume-Uni des missiles *Polaris*, mais ces derniers seront complètement intégrés dans le dispositif de l'OTAN. La décision de ne plus poursuivre le développement de sa propre capacité nucléaire suite aux problèmes rencontrés avec le projet « *bluestreak* » fut prise pour des raisons principalement économiques. A partir de ce moment là, la dissuasion nucléaire britannique devient donc complètement liée à celle des Américains.

Le 14 janvier 1963, voit le double refus retentissant du général de Gaulle : celui de l'extension à la France des accords de coopération nucléaire conclus à Nassau entre Londres et Washington et celui de la candidature britannique à la CEE. A ce moment, De Gaulle écrit au président Johnson en précisant que, tout en restant membre de l'Alliance atlantique, la France entend quitter l'organisation intégrée. De nouveau, en novembre 1967, la France bloque la candidature britannique à la CEE pour la deuxième fois. Ceci étant toujours dans la conscience britannique et est rappelé régulièrement par la presse, particulièrement en référence avec le lien « Chirac – de Gaulle ».

En 1973 le Royaume-Uni, la République d'Irlande et le Danemark adhèrent à la communauté européenne. Elle voit aussi la création de l'Agence spatiale européenne (ASE) et le lancement du projet « Ariane », et donc le début d'un effort spatial européen. Ariane 1 effectuera son premier vol le 24 décembre 1979. L'Agence spatiale européenne ne fait pas encore partie de la structure intégrée de l'UE.

L'étape suivante majeure pour l'Europe fut la mise en oeuvre du « Système Monétaire Européen (SME) ». Le SME fut initié en Mars 1979 par la Communauté européenne pour relier les monnaies des différents pays afin d'éviter les futures fluctuations relatives à chacun. Le Royaume Uni fut forcé de quitter le SME lors du « mercredi noir » le 16 septembre 1992. Ceci reste une des raisons pourquoi elle hésite de s'intégrer à l'Euro. Le 1^{er} janvier 1981 voit la Grèce rejoindre la CE, et en 1986 l'Espagne et le Portugal devenaient membres. En 1990, l'Est et l'Ouest de l'Allemagne sont réunis après la chute du mur de Berlin.

La fin de la guerre froide a contribué à accélérer le processus engagé depuis les débuts de la construction européenne. La disparition du monde bipolaire, en offrant une nouvelle capacité d'initiative à l'Europe, a rendu inexcusable un statu quo de plus en plus contestée par les opinions publiques européennes. Dans le même temps, la CEE s'est trouvée investie au premier chef de la responsabilité d'assurer la stabilisation de l'Europe orientale. Enfin, face aux craintes d'un retrait américain qui se sont manifestées à la même époque, il importait de combler rapidement le retard politique de l'Europe.

La crise des Balkans à partir de 1990, a témoigné, s'il le fallait, de l'urgence pour l'Europe de lancer ce nouveau chantier, d'autant que ces élargissements imposaient dans le

même temps de renforcer « l’acquis communautaire » pour éviter d’en faire une simple zone de libre-échange.

1.2 Le traité sur l’Union européenne (Traité de Maastricht) :

En 1992 le traité de Maastricht est signée après l’approbation des Chefs d’Etats souverains des Etats membres de l’UE au Conseil Européen de Maastricht. L’UE et les sept membres de la « European Free Trade Agreement » (EFTA) crée la « European Economic Area, un marché unique comprenant dix-neuf pays. La même année voit aussi l’adoption de la déclaration de « Petersberg » qui définit le cadre des futures interventions militaires et civiles européennes. L’année suivante, l’Autriche, le Finlande et la Suède adhèrent à l’Union Européenne. Le 1^{er} Novembre 1993, le traité de Maastricht est entré en vigueur et l’Union Européenne proprement dite est créée. L’UE unifie les trois piliers de la coopération Européenne ; la communauté Européenne (y compris le marché unique et la monnaie unique), la Politique Etrangère de Sécurité et de Coopération (PESC), et la coopération dans le domaine de la justice et des affaires intérieures.

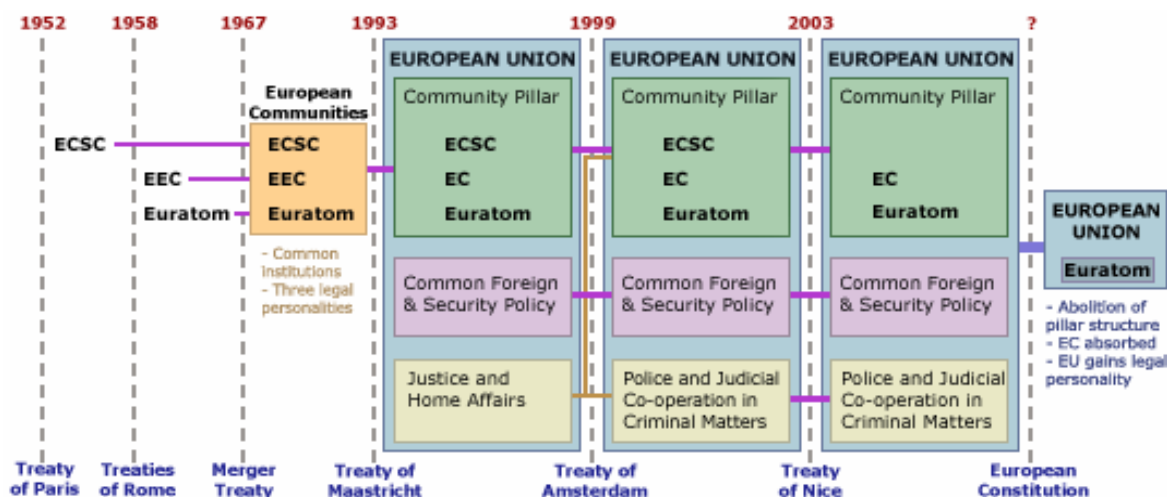


Tableau 1 : Les trois piliers de l’UE (Source www.eu.com)

Le premier pilier, celui de la “communauté européenne” concerne tout les fonctions de l’ancienne CE, de la CECA et de l’EURATOM¹¹. Le deuxième, celui de la PESC, répond à toutes les matières de politique étrangère et militaire, et comprend donc la PESD. Le

¹¹ EURATOM – European Atomic Energy Community établie le 25 mars 1957

troisième celui de la justice et des affaires intérieures, concerne tout sujet se rapportant à la justice et à la lutte contre le crime organisé.

1.3 La PESC et le deuxième pilier

De nouvelles menaces et de nouveaux besoins, liés à la fin de la guerre froide, l'unification de l'Allemagne et la débâcle en ex-Yougoslavie, ont conduit les Etats membres à se munir d'un moyen tel que la PESC. Elle est un des instruments des relations extérieures de l'Union Européenne. Le traité d'Amsterdam, qui confirme l'engagement des pays en faveur de la PESC, entre en vigueur en 1999. Ceci améliore les mécanismes de fonctionnement et rassemble les structures de défense.

Un « comité politique de sécurité » (COPS) composé d'ambassadeurs qui traitent toutes les questions relatives à la PESC et la PESD est officialisé lors du traité de Nice en 2001. Un « comité militaire européen » composé de la réunion des chefs d'états major des armées, avise et donne des recommandations au COPS et au Conseil européen. Un état-major européen¹² est créé qui est responsable de l'évaluation des situations et de la planification stratégique des missions de Petersberg, leur planification, l'identification des forces et la conduite des opérations.

Le comité militaire européen (composé des chefs d'état-major des armées), est chargé de formuler des recommandations et avis au COPS et au Conseil européen. Il est également responsable de fournir des directives militaires à l'état-major européen. Il représente l'enceinte des consultations et des coopérations entre états-membres. Ce comité est la plus haute instance militaire de l'UE.

Pour la planification et la conduite des opérations militaires de gestion des crises menées par l'Union, l'Union européenne est dotée d'un état-major européen, l'EMUE¹³. Cet état-major est responsable de l'alerte rapide, de l'évaluation des situations et de la

¹² Accord du 12 Décembre 2003 par les chefs d'états de l'Union européenne

¹³ EMUE- l'Etat-major de l'Union européenne.

planification stratégique pour les missions de Petersberg pour l'UE. Ceci comprend la génération de forces européennes internationales.

1.4 La PESD

C'est lors du sommet franco-britannique de Saint-Malo (4 décembre 1998) que les perspectives de création d'une véritable Europe de la défense deviennent réalité. Français et Britanniques se mettent d'accord sur la légitimité de l'Union européenne à « se doter d'une capacité autonome d'action, appuyée sur des forces militaires crédibles afin de répondre aux crises internationales ». C'est à cette occasion que la défense européenne a été relancée. Les Britanniques, qui étaient jusque-là opposés à l'absorption de l'UEO dans l'Union européenne, ont consenti à ce que celle-ci se dote d'une « capacité autonome d'action », appuyée sur des forces militaires crédibles », mais dans l'idée de contribuer « à la vitalité d'une Alliance renouvelée qui constitue le fondement de la défense collective de ses membres » ; d'où ambiguïté qui s'est d'ailleurs prolongée durant la mise en œuvre des engagements de Saint-Malo. Les Français ont insisté sur le nécessaire autonomie de décision et d'action de l'Union ; les Britanniques sur l'inutilité de dupliquer les structures de l'Otan.

Le sommet Franco-britannique de St Malo en 1998, est l'un des événements déterminants dans la création de la PESD. C'est là que les Britanniques ont accepté que l'UE puisse avoir une « capacité autonome d'action, appuyée sur des forces militaires crédibles ». Les Britanniques dès lors insistent sur le fait que les structures de l'OTAN ne doivent pas être dupliquées, à contrario avec les vœux des Français qu'elle ait une autonomie de décision et d'action. Cette PESD repose sur trois composantes ; les missions de Petersberg dont celle de gestion des crises militaires et la gestion de crises civiles et le troisième, celle de la prévention des conflits.

Le Conseil européen de Helsinki assigne à l'UE un « objectif global » (Headline Goal) de capacités militaire pour mener tout l'éventail des missions de Petersberg. Ceci consiste en un Corps d'armée avec ses capacités autonomes de C4ISTAR¹⁴, capable de fournir 60,000 hommes dans un délai de 60 jours, pour au moins un ans. 400 avions de combat, 100 bâtiments. Cette force est déclarée opérationnelle en 2003 avec les trois puissances majeures

¹⁴ Command Control Communication Computers Intelligence Target Acquisition Reconnaissance

militaires européenne contribuant entre 20 à 25% des effectifs. Ceci ne constitue pas une armée permanente, mais des forces identifiées pour agir si nécessaire.

La composante civile consiste en quatre instruments interdépendants principaux. La coopération policière comprend la possibilité de fournir jusqu'à 5000 policiers, dont 1000 dans un délai de 30 jours pour des missions de rétablissement de l'ordre jusqu'à l'entraînement des policiers locaux. Le renforcement de l'état de droit en ayant jusqu'à 200 juges disponibles, procureurs et autres experts dans ce domaine. L'administration civile avec une équipe qui pourrait établir ou garantir des élections, de lever des impôts, l'éducation et la distribution d'eau. La protection civile en fournissant deux à trois équipes d'évaluation de dix experts dans un délai de trois à sept heures ainsi que des équipes d'intervention de 2000 personnes.

La composante de prévention des crises vise à la promotion de la paix et de la stabilité. Ces objectifs principaux consistent à coordonner et à utiliser plus systématiquement les instruments de la communauté, d'identifier et de lutter contre les causes au début du conflit, d'améliorer la capacité d'intervention dans les conflits naissants et de promouvoir la coopération internationale dans la matière.

En 2002, après l'introduction de l'Euro dans 12 pays de l'UE, faisant part du débat sur l'avenir de l'Europe, la Convention européenne propose une nouvelle structure pour l'Union européenne. Cette structure doit prendre en compte les changements dans la situation mondiale, les besoins des citoyens européens et le développement futur de l'Union européenne. En 2004, dix pays¹⁵ rejoignent l'Union européenne, l'élargissant à 25 pays. Un nouveau parlement européen est élu et une nouvelle commission européenne se met en place en novembre 2004.

2 Le Royaume Uni et sa politique européenne

L'identité des Britanniques et leur histoire, même si elles sont liées à celles de l'Europe, a développé d'une façon autonome, étant donné sa position géographique unique

¹⁵ Chypre, La République Tchèque, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Malta, la Pologne, Slovaquie et la Slovénie

étant une île, ce qui leur donne une identité distincte. Depuis 1066¹⁶, le Royaume Uni s'étant battue sur le continent de nombreuses fois pendant les siècles précédents, n'a pas subi les invasions, les occupations et les pogroms que les autres pays du continent ont subis, ce qui leur donne une différente perspective sur l'Europe et leur donne une identité plutôt insulaire et de temps en temps, une attitude supérieure.

Les huit priorités internationales du Royaume Uni¹⁷ sont fondées sur de la consultation en travers du gouvernement, et représentent les plus hauts priorités stratégiques internationales¹⁸ pour les cinq à dix suivante années. La politique du Royaume-Uni vis-à-vis de l'Europe dans son ensemble et en particulier de l'Union européenne est déjà intégrée à sa propre politique étrangère. Le Royaume Uni étant anglo-saxon et proche socialement, économiquement et militairement des Etats-unis, elle y est aussi vis-à-vis de l'UE. Le souci majeur pour le Royaume-Uni est de ne pas voir la création d'un monde bipolaire ou l'isolement des Etats-Unis, dont tout le monde a besoin, y compris l'Europe. L'UE, en revanche, doit se montrer capable et efficace dans tous les domaines pour lesquels elle a de l'ambition. Pour que le referendum sur la constitution européenne au Royaume-Uni soit un succès, il faudra que l'UE ne soit pas vue comme une contrainte pour les britanniques mais plutôt comme un atout. Les élections, qui sont prévues en Mai 2005, démontreront le soutien non seulement pour la politique du gouvernement mais aussi celle pour la constitution européenne et l'adoption de l'Euro qui seront nécessaires pour le soutien d'une PESC et d'une PESD efficaces.

2.1 L'évolution du lien entre le Royaume Uni et l'Union européenne

Winston Churchill été un des plus grands partisans d'une Europe après la deuxième guerre mondiale. Etant donné que Winston Churchill avait soutenu le Générale De Gaulle pendant la guerre, le Royaume-Uni se sentait trahie par ses oppositions contre ses demandes

¹⁶ Guillaume le Conquérant, Duke de Normandie envahie l'Angleterre.

¹⁷1. Une monde moins sensible au terrorisme mondial et des armements de destructions massives. 2. La protection du Royaume Uni des immigrants illégaux, trafic de drogue et d'autres crimes internationaux. 3. Un système international fondé sur les règles de la loi, qui est plus capable de résoudre des disputes et de prévenir les conflits. 4. Une UE qui fonctionne efficacement dans un environnement sûr. 5. La promotion des intérêts économiques du Royaume-Uni dans une économie ouverte et en croissance. 6. Le développement durable, soutenue par la démocratie, la bonne gouvernance et les droits de l'homme. 7. La sécurité des sources d'énergies mondiale et du Royaume Uni. 8. La sécurité et la bonne gouvernance des territoires outre-mer du Royaume-Uni.

¹⁸ Source : Foreign & Commonwealth Office website

d'entrée dans la Communauté européenne. Cent ans de l'anniversaire de l'Entente cordiale, la première étape dans le processus d'établissement de paix continue entre la France et le Royaume-Uni fut une opportunité pour réunir les deux pays après leurs divisions, au sujet de la Guerre en Irak. Cela leur a permis de maintenir un dialogue quand celui-ci ne fonctionne pas forcément au niveau transatlantique.

L'attitude Britannique envers son intégration en Europe a été constamment ambivalente. Etant donné qu'il y avait eu des positions officielles sur les avantages de rejoindre la communauté européenne, les reliquats de son rôle impérial¹⁹ et la « special relationship » avec les États-Unis ont gardé le Royaume-Uni à distance. Dès que cette décision fut de plus en plus pragmatique, le Royaume Uni a essayé de rejoindre la CE, mais fut rejetée en 1963 et en 1967 principalement par les veto de la part de la France et notamment par De Gaulle. Le Royaume Uni a été finalement intégré en 1972 après des négociations prolongées.

Le premier ministre britannique Mme Thatcher et son gouvernement conservateur ont toujours été sceptiques à l'égard de l'Europe, préférant d'adopter une politique insulaire vis-à-vis du reste du continent. Certain malentendus, notamment avec le Président Mitterrand n'ont pas aidé à un rapprochement entre le Royaume Uni et l'Europe. En même temps, les liens forts entre le Premier ministre Britannique et le Président des Etats-Unis Ronald Reagan, notamment dans le domaine de leur partage de valeurs conservateur mais plus important pour la politique de « détournement » contre l'URSS qui mène à une vue plutôt atlantiste que européen. Cette politique conservatrice vis-à-vis l'Europe a duré pendant le reste de leur mandat.

Le premier ministre travailliste britannique Tony Blair a toujours eu une politique plus proche de l'Europe que ses prédécesseurs, même si la plus part de ces autres politiques sont plutôt conservatrice que travailliste. Il souhaiterait voir un résultat positif pour le referendum sur la constitution de l'Europe, et l'adoption de l'Euro. Cette politique vis-à-vis l'Euro va à contrario avec la volonté de son ministre des finances Gordon Brown qui lui de s'imposé cinq critères économiques importants avant qu'il propose que l'adoption de l'Euro devrait être envisagée. La guerre en Irak a certainement mis beaucoup de pression sur les relations entre le

¹⁹ Comme le Commonwealth

Royaume-Uni et l'Europe, particulièrement avec la France et l'Allemagne qui étaient contre une intervention militaire en Avril 2003.

2.2 La position économique et politique du Royaume Uni en Europe

Le Royaume Uni n'étant pas un membre de la zone de l'euro, il n'a pas subi autant les mêmes problèmes économiques que les autres pays du continent européen. Le taux de chômage au Royaume Uni est le plus négligeable de l'Europe. Elle a eu en moyenne un taux de croissance économique d'environ 3% par an dans les années récentes et a évité une récession. Même avec un déficit budgétaire important qui dépasse les 3% fixé par les membres de la Zone euro, celle-ci est encore peu attractive. Le premier ministre Tony Blair est intéressé par la perspective d'adopter l'euro, mais le ministre des finances Gordon Brown qui est plutôt eurosceptique, a insisté pour que cinq critères économiques soit réalisés avant que ce soit possible. L'économie britannique n'est pas en « pleine forme », mais avec un taux moyen de croissance de 3%, de chômage en dessous de 5%²⁰, elle reste en meilleure forme que les autres pays de l'UE. N'importe quel politique qui tente de se rapprocher ou éventuellement d'adopter l'Euro ne devrait menacer cette position économique plus confortable.

Au Royaume Uni, les armées sont en train d'être restructurées, ce qui sous-entend des réductions d'effectifs importantes dans certains domaines, mais principalement dans la « Royal Air Force » (RAF), l'armée de l'air britannique. Simultanément, les dépenses de défenses augmenteront de £3,7 milliards sur 3 ans, équivalent à un budget de £35,2 milliards par an pour moderniser les forces armées. Si la restructuration est nécessaire, elle est aussi impopulaire; environ 10,000 personnes de l'Armée de l'Air perdront leur travail, mais ceci est compensé par une augmentation du budget de la défense, ce qui est très prudent, étant donné les élections prévues en mai 2005. Une réponse positive sur la constitution européenne lors du référendum, prévu aussi juste après les élections, pourrait rapprocher l'entrée dans l'Euro, ce qui pourrait avoir un effet important sur le budget de la défense. Etant donné que le ministre des finances Gordon Brown, fort opposé à l'euro, s'est vu proposé le ministère étranger si les travaillistes réussissent les élections ; ce qui est très probable, ceci donnerait le premier ministre Tony Blair qui a décidé de rester au pouvoir « carte blanche » pour adopter l'Euro.

²⁰ Bureau national de statistique du Royaume Uni 2004

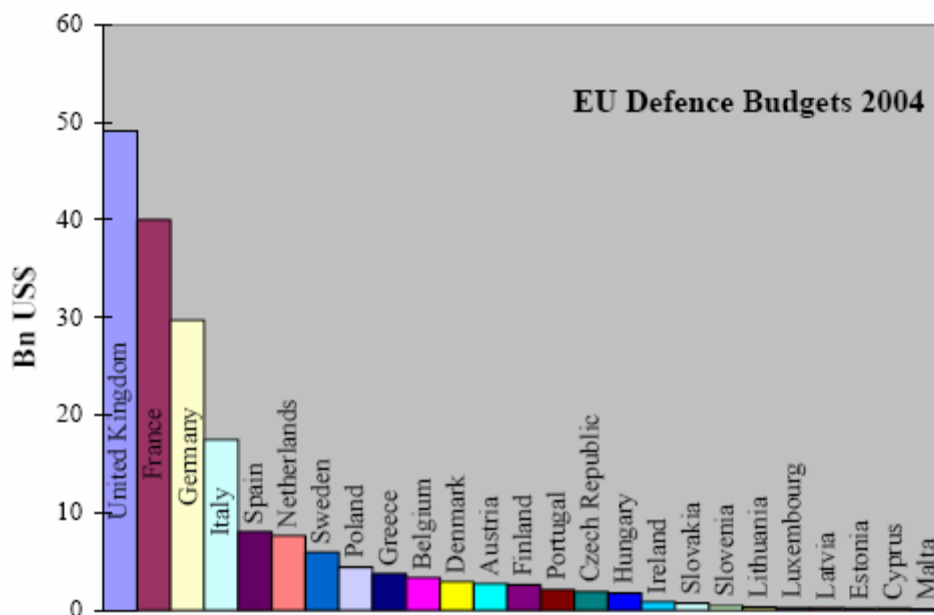


Tableau 2: Les budgets de défense de l'UE en 2004 (Source www.nato.int)

Les dépenses de défense varient énormément entre les pays de l'OTAN avec une moyenne de 2%²¹ de leur PIB. Les États-Unis avec 3.5% sont les contributeurs majeurs, suivis par la France avec 2.6%, le Royaume Uni avec 2.4%. De l'autre côté du spectre, la Belgique contribue seulement 1.3%²² de son PIB et a récemment avoué quelle serait heureuse de laisser le reste de l'Europe prendre la responsabilité de leur défense. De voir que les autres pays de l'UE ne sont pas prêts à prendre en compte leurs responsabilités dans le cadre de la « PESD », pourrait changer l'attitude de l'opinion publique, qui, au Royaume Uni se sent concernée par la défense. Elle pourrait alors voter contre l'adoption de la constitution européenne. L'opinion publique britannique ne supporte pas l'idée que le Royaume Uni ressource le reste de l'UE dans le domaine économique et donc militairement. Tout les Etats de l'UE doivent contribuer proportionnellement à leur PIB, afin qu'il y ait une vraie solidarité entre les états européens.

Le résultat au Royaume Uni sur le referendum sur la constitution européenne²³ qui regroupe tout les traités et accords sur lesquels l'Union Européenne est fondée, sont clé. La

²¹ www.nato.int

²² Année 2004, World Bank

²³ La constitution européenne établie le 18 juin 2004 à Bruxelles

constitution définit les pouvoirs de l'UE, en indiquant où elle peut agir et où les membres conservent leur droit du veto. L'Européanisation de la défense est un débat courant au Royaume Uni. Le débat se mène sur trois niveaux différents, politique et pratique. La défense est un sujet de débat domestique très important, le Royaume Uni à une culture pro militaire spécifique dont 2/3 de l'opinion publique a confiance dans le militaire²⁴. En revanche seulement 19% ont confiance dans l'UE et 10% dans les politiciens. L'électorat considère que les conflits récents ne sont pas des conflits de choix, mais ont été menée pour des raisons plutôt nécessaire et discrétionnaire. Les récentes opérations notamment celles de l'UE sont toutes sous l'égide de l'ONU et apporte un message positif globalement sur les résultats. L'image politique de l'européanisation de la défense, mène à une identité politique positive ce qui apporte une vue positive de l'UE par l'opinion publique britannique. Ceci leur donne une raison pragmatique pour accorder leur soutien à la constitution européenne. La politique des britanniques pro-européens marchera seulement si celle de la PESD fonctionne.

La partie de Gauche est pour l'Europe, le Premier ministre "Tony Blair" s'est converti en « guerrier » ayant mené cinq campagnes depuis le début de son mandat. Ceci, il a pu faire en raison de deux présuppositions ; une haute tolérance pour la guerre et pour les blessés. La presse britannique et l'opposition sont essentiellement pros militaires. Les journaux quotidiens ont identifié que 30% de la population craignait de transférer la souveraineté à l'UE, en revanche 39-50% avait une opinion positive sur la défense et l'UE. Alors, la coopération dans le domaine de la défense, l'enthousiasme du gouvernement pour les accords de Saint-Malo et l'insistance du soutien de l'ONU par le gouvernement britannique pour les opérations sont tous liées à la volonté du gouvernement de se rapprocher de l'Europe, en convainquant l'opinion publique britannique du côté positif de l'argument. 50% de la population britannique soutient une action militaire dès qu'il y a un mandat de l'ONU, y compris pour les missions de la PESD.

La volonté de l'opinion publique britannique pour soutenir des opérations d'aide humanitaire, de maintien de la paix ou de prévention de crise après les désastres aux Rwanda, Yougoslavie etc.. Peut être vue quand on voit l'émotion et le soutien financier que l'opinion publique a apporter lors du désastre du Tsunami en Indonésie, vraiment impressionnante comparer aux dons initiale du gouvernement. Lors de la 2^{ème} guerre du Golfe en Iraq, quand

²⁴ Richard Gowan – Colloque L'Européanisation des politiques de défense 30/10/04

les conditions terribles de la population en Iraq ont été médiatisés et la solution proposée d'imposer la démocratie leurs était proposée, leur soutien pour le conflit a démontré leur volonté d'assister dans un cadre humanitaire et pour imposer la paix pour le peuple Irakien, même si la force est nécessaire. L'opinion publique britannique est intéressée par les questions relatives au rétablissement de la paix et à la stabilité mondiale, et pour ceci la nécessité du soutien de l'ONU pour l'UE est importante. Les « Headline Goals » de Helsinki et les accords de Berlin +²⁵ propose un certain nombre de capacités et de forces armées de l'UE. Mais ceci ne sont pas des nouvelles forces, et il n'y a pas d'augmentation dans les budgets pour prendre en compte ces forces. En effet ces forces sont les mêmes forces de réaction rapide prévues pour l'OTAN et l'UE. Mais, pour apporter le soutien nécessaire pour la constitution européenne, elles ont été médiatisées de cette façon par le gouvernement britannique.

Mais ceci est nécessaire, car la population britannique, plutôt insulaire est toujours sceptique à l'égard de l'Europe, mais toujours favorable à l'ONU. Le gouvernement Britannique a déjà essayé de nombreuses différentes méthodes pour donné du soutien à la Constitution européenne, soit en essayant de convaincre l'opinion publique en utilisant des raisons financières, économiques ou juridiques, qui ne leur convaincre guère. Ceci explique pourquoi le soutien à la PESD est plus pertinent aujourd'hui.

La politique britannique envers l'Europe pourrait changer suite au résultat des élections prévues pour le 5 mai 2005. Les trois grands partis politiques britanniques, les conservateurs, les travaillistes et les démocrates libéraux ont tous une vue différente sur l'Europe. Les travaillistes, actuellement au pouvoir voudraient voir l'adoption de la nouvelle constitution de l'UE après le référendum. Ils sont pour le système monétaire unique de l'Euro, tant que les 5 critères économiques²⁶ de Gordon Brown sont acquis et démontre que ce soit

²⁵ Les accords de Berlin Plus comprennent les accords compréhensifs entre l'OTAN et l'UE lors du conférence OTAN de Washington, dont les principaux thèmes sont : a. Accord de sécurité OTAN-UE, b. Accès assuré aux capacités de planification de l'OTAN pour les opérations de « géré de crises » (CMO) dirigé par l'UE, c. Disponibilité des matériels et capacités de l'OTAN pour les CMO, d. Procédures pour la libération, la surveillance, le retour et le rappel des biens et capacités de l'OTAN. E. Conditions de référence pour DSACEUR et pour les options de commandement européen pour l'OTAN. F. Dispositions de consultation UE – OTAN dans le contexte d'une CMO gère par l'UE utilisant les biens et capacités de l'OTAN. G. Dispositions pour des besoins en capacités cohérents et mutuellement renforcée. Source www.nato.int/shap

²⁶ Les cinq critères économiques spécifié par Gordon Brown qui doivent être satisfaite avant qu'une décision peut être faite pour adhérer à l'Euro sont (ses critères seront autres qu'aucune décision politique de s'y adhérer):

dans l'intérêt du Royaume Uni d'y adhérer. Leur opinion est que le Royaume Uni devrait être au « cœur » de l'Europe dans tous les domaines²⁷.

Le parti conservateur, avec Michael Howard en tête, a récemment eu du mal à convaincre l'opinion publique de la validité de ses politiques, s'oppose à la constitution de l'UE et voudrait voir le vote ramener plus tôt et avoir un résultat négatif. Il voudrait voir les autres pays européens s'intégrer pendant que le Royaume Uni soit moins contraint notamment dans le domaine de la pêche et du chapitre social. Ils sont décidément contre l'adoption de l'Euro, ayant des politiques isolationnistes, ne voulant pas adopter l'Euro et sans doute essayeront de détourner certains autres rapprochements dans le domaine européen. Au sujet de la défense elle prévoit une augmentation du budget de la défense pour changer la restructuration récemment proposée par le gouvernement. Le parti n'est plus ce quel a été et en ce moment a des problèmes à convaincre l'opinion publique de la logique qui sous tend ses arguments.

Le parti démocratique libéral de Charles Kennedy est devenu populaire les années récentes principalement en prenant avantage de la faiblesse des conservateurs, mais aussi de leur opposition contre la guerre en Iraq. Les démocrates libéraux sont en faveur de l'euro tant que les conditions d'entrée soient convenables pour l'économie britannique. Ils sont pour la constitution européenne mais seulement si les conditions ne sont pas aux désavantages du Royaume Uni dans le domaine du pouvoir centralisé.

Le gouvernement a souligné plusieurs sujets qui ne sont pas négociables, ce qu'ils appellent « red lines²⁸ » notamment dans les domaines des impôts, des changements des

1) es ce que les cycles commerciales et les structures économiques sont compatibles avec les taux d'intérêts européennes de façon permanente? 2) S'y il y a des problèmes qui surface, y a-t-il suffisamment de flexibilité pour les traités? 3) Es ce que qu'en s'adhèrent à l'Euro, ceci créera de meilleur conditions dans le long terme pour les entreprises qui décident d'investir au Royaume Uni? 4) Quel impact aurait-il sur l'industrie des services financiers? Es ce qu'en s'adhèrent à l'Euro, ceci promouvra t il une plus grande croissance, stabilité et une permanente augmentation en travaille? www.wikipedia.com

²⁷ BBC.co.uk du 11 Février 2005

²⁸ Lignes rouges - **Défense:** Le Royaume Uni dit qu'il doit maintenir le contrôle de sa propre politique étrangère et de défense. Il ne devra pas y avoir de coopération en matière de défense européenne qui mine ou remplace l'OTAN. **Changement de Traité:** Le Royaume Uni est contre la suppression du veto nationale pour les raisons importante de la future de l'UE. **Impôts:** l'imposition d'impôts doit être décidé par les états nations seuls. **Justice:** Le Royaume Uni est déterminée d'arrêter l'introduction du vote majoritaire pour les étapes vers l'harmonisation des systèmes de droit communs. Il insiste aussi qu'il ne cédera pas le droit de mener des patrouilles de frontière. **Sécurité sociale:** Les systèmes de soutien sociaux sont très compliquée et donc l'UE ne devras seulement être capable de mener des changement avec le vote unanime. **Les ressources Européens:** Il veut aussi qu'aucun changement au droit de lever certain fonds ne doive avoir l'accord unanime. Ceci protégera

accords, de la justice, de la sécurité sociale, des ressources européennes, mais aussi plus important dans le domaine de la défense. Les ministres insistent sur l'idée que le Royaume Uni doit continuer de contrôler sa propre politique étrangère et de défense. Ils insistent aussi sur l'idée qu'il ne peut y avoir aucune coopération européenne qui remplace ou mine l'OTAN. Ce qui est sûr, c'est que si les conservateurs retournent au pouvoir, ils essayeront de renverser les pouvoirs de l'UE dans plusieurs domaines. Mais, étant donné que tous les autres partis pensent que la constitution et l'UE est une de bonne chose, et qu'il n'est guère envisageable que les conservateurs retournerons au pouvoirs, ce qu'il reste d'être accorder sont les détails. De toute façon, la politique travailliste est la plus importante pour le moment étant donné que pour le moment il est estimé²⁹ que 38% voteront pour eux, 32% pour les conservateurs et 22% pour les libéraux.

2.3 La politique de défense du Royaume Uni

La politique de défense de la Grande Bretagne découle de la réflexion stratégique menée en 1998 et de l'étude de suivi conclue en 2002, ainsi que de l'expérience récente de la Grande Bretagne. Cette politique, ce qui mets à jour la posture de ces capacités dans le Livre blanc, est le point culminant des travaux de 16 groupes polyvalents d'experts civils et militaires dont l'objectif était d'identifier la structure optimum des forces, compte tenu des contraintes budgétaires et des exigences de viabilité, et de dégager des ressources financières à réinvestir dans de nouvelles priorités.

Ce travail a montré la nécessité de s'adapter à la menace que représentent désormais pour la communauté internationale le terrorisme, la prolifération des armes de destruction massive, et les Etats en décomposition. Ce livre blanc pose 8 nouveaux postulats autour desquels doivent être construits les plans dans le domaine de la défense :

1. Premièrement, on doit étendre le champ d'action au-delà de l'Europe, du Proche-Orient, de l'Afrique du Nord et du Golfe, à l'Afrique subsaharienne et à l'Afrique du Sud, et enrailer sous un angle plus large la menace croissante du terrorisme international.

le remboursement controversé annuel du budget britannique, assuré par Margaret Thatcher dans les années 1980s. - www.bbc.co.uk 25/11/03

²⁹ Mori Poll du 25/01/05 - www.mori.com

2. Deuxièmement, il faut qu'elle propose un meilleur équilibre de ces capacités expéditionnaires pour répondre aux 8 objectifs stratégiques qu'elle poursuit : prévenir, stabiliser, endiguer, dissuader, contraindre, perturber, vaincre et détruire.
3. Troisièmement, il faut qu'elle optimise la structure de ses forces afin de pouvoir soutenir trois opérations simultanées de petite et moyenne ampleur, plutôt que les deux sur lesquelles nous avons basé les hypothèses précédentes. Il faut qu'elle se dote de la capacité de diriger ou servir de nation cadre aux opérations menées en coalition où les Etats-Unis ne seront pas engagés.
4. Quatrièmement, elle doit garder la souplesse nécessaire pour pouvoir configurer ses forces en prévision d'opérations occasionnelles de grande envergure tout en gardant la faculté d'en mener simultanément plusieurs plus petites. Elle ne cherche pas à obtenir tout l'éventail des capacités à des opérations de grande envergure car elle considère qu'elle ne les mènera jamais qu'aux cotés des Etats-Unis et qu'elle aura le choix des capacités qu'elle pourrait apporter. L'objectif est plutôt de développer ses capacités à grande échelle pour les scénarios où elle serait amené à jouer un rôle clé.
5. Cinquièmement, il devient impératif de poursuivre la transformation des forces et de se concentrer sur la rapidité, la mobilité, la possibilité de projection, la faculté de pénétration et la durabilité. Il faut qu'elle s'appuie sur le « Network Enabled Capability », sur les munitions de précision, sur la recherche d'efficacité dans la planification et la conduite des opérations. La conjugaison des capacités devrait permettre d'avoir un poids décisif sur le plan militaire avec moins de moyens, mais des moyens plus efficaces opérant en synergie et avec précision.
6. Le sixième postulat de ce livre blanc est la nécessité de s'assurer que l'organisation de ses forces armées correspond aux aspirations légitimes de ses concitoyens dans le 21^e siècle. Par exemple, ils veulent voir plus de stabilité dans la région géographique pendant leur existence.

7. Enfin, il devient de plus en plus nécessaire de soutenir le Ministère de l'Intérieur et les autorités civiles chargées de la sécurité civile. Les Britanniques doivent pouvoir répondre à cette mission dans le cadre normal de leur action et être capables d'une mobilisation exceptionnelle en temps de crise.

Ces nouveaux postulats qui ont amenés à redéfinir les tâches des forces armées, sur lesquelles s'appuient leur travail de planification. Ils ont donc relevé 18 tâches militaires susceptibles d'avoir une efficacité stratégique. D'elles dépendront à terme la structure de leurs forces et l'émergence des nouvelles capacités. A mesure que celles-ci entreront en service, il y aura un réexamen de leurs hypothèses de départ dans un souci d'ajustement constant de la structure des forces.

Dans le contexte de la médiatisation du lien entre l'UE, la PESD, les rôles envisagés et les missions de maintien de la paix dites Petersburg, en utilisant la défense et sa position favorable au sein des britanniques, le gouvernement britannique espère apporter une réponse positive pour la constitution européenne. La politique de défense du Royaume Uni est résumée de la façon suivante :

«Notre appartenance de l'UE et nos relations avec les États-Unis sont au coeur de presque tout ce que l'on fait au niveau international. Il est aussi de considérable importance pour notre prospérité et sécurité futures que les relations entre les États-Unis et l'Europe restent solides. Cette association transatlantique est profondément enracinée dans des valeurs partagées, de l'interdépendance économique et des intérêts en commun, et est essentielle dans la poursuite du changement progressif et de l'ordre mondial. Mais nous devrions continuer de travailler afin de maintenir ce pouvoir. Ceci veut dire construire un agenda partagé, avec l'Europe poursuivant plus efficacement nos intérêts sécuritaires partagés, et les États-Unis travaillant avec l'Europe et d'autres sur les plus vastes priorités économiques et environnementales qui sont si liées à notre sécurité.»³⁰.

³⁰ 'A NEW ERA FOR FOREIGN POLICY', Royal Institute of International Affairs, Location: Chatham House, London, le 12/02/04, Jack Straw

3 la place du Royaume-Uni dans la politique européenne

3.1 La « special relationship » et la question du rapport aux États-Unis.

La « special relationship » est un terme utilisé pour décrire les relations Anglo-américaines pendant le 20^{ème} siècle. Elle est fondée sur une langue, une culture et une stratégie³¹ globale partagée entre les deux pays. La relation était toujours la plus proche pendant la Guerre, notamment dans la deuxième Guerre mondiale, après l'entrée en guerre des américains en 1941, pendant la guerre froide et plus récemment dans la lutte contre le terrorisme et la guerre en Iraq après le 11 septembre. La crise de Suez était le point le plus faible de la « special relationship » après l'intervention des États-Unis et l'URSS contre la coalition franco-britannico-Israélienne. La valeur perçue de cette relation était une des causes majeures du retard de l'intégration du Royaume Uni en Europe. La relation a toujours bénéficié de l'amitié personnelle existant entre le Président américain et le premier ministre britannique, comme c'était le cas dans l'aire de Kennedy et Macmillan, de Reagan et Thatcher et plus récemment entre Blair Clinton et Blair Bush (junior). Ceci dit, en tenant compte du déclin relatif économique et politique du Royaume Uni comparée aux États-Unis pendant le 20^{ème} siècle, ce partenariat n'a pas toujours été égal.

L'évolution de la « special relationship » a bien démontré que les États-Unis avait quand même besoin de garder de bonnes relations avec le Royaume-Uni. Ceci fut démontré à plusieurs reprises depuis la fin de la guerre froide, non seulement en jouant un rôle majeur d'interlocuteur trans-atlantique mais aussi en étant un allié capable et bien fondée. Ceci fut démontré dans plusieurs sondages aux États-Unis, notamment sur les sentiments du premier ministre Blair qui était évidemment sincère. Mais ils porter atteinte à sa prise intuitive de la disposition nationale britannique. La vérité est que la nation, dans son ensemble a clairement démontré des liens de solidarité plus forts de sympathie que personne d'autre. Selon un sondage du journal Britannique « le Daily Telegraph/Gallup poll » réalisé au début octobre 2003, 70% des britanniques avaient soutenu l'action militaire en Afghanistan : ils l'ont fait même si ceci a signifié une grande quantité de pertes civiles afghanes et en dépit du grand risque de pertes considérables de militaires britanniques. Alors quand le mois suivant un sondage dans l'hebdomadaire américaine « Newsweek » a demandé aux Américains si

³¹ "Sea Power" réflexion de l'amiral américain Alfred Mahan 1840-1914

certaines pays avaient fait suffisamment pour soutenir les États-Unis pendant la crise, la Grande-Bretagne a rapporté les plus importantes acquiescements. La popularité de Tony Blair aux États-Unis s'est située à un niveau rarement sinon jamais apprécié par un homme d'Etat étranger. Egalement significatif, les conservateurs américains qui n'apprécient guère le premier ministre britannique étaient soudainement pleins d'éloge. Le soutien apporté avant et pendant la guerre contre le terrorisme et la guerre en Irak a démontré jusqu'à tel point que le Royaume-Uni a soutenu les États-Unis.

Bien sûr, cette relation importante n'a pas toujours été et ne sera pas toujours constante. Plusieurs enjeux subsistent dans divers domaines non directement liés à la défense pour lesquels les deux pays ne sont pas toujours d'accord. La diplomatie veut que le soutien d'un jour puisse aboutir à un accord à un autre moment, par exemple le soutien britannique pendant la guerre en Irak et la Lutte contre le terrorisme pourrait avoir des contreparties dans le domaine du commerce. Le cas de l'accord de « Kyoto » concernant le réchauffement de la planète et les effets de serre est révélateur. Le Royaume Uni espère convaincre les États-Unis, le plus grand pollueur du monde, de se rapprocher au débat et idéalement de s'y accorder.

3.2 La question de la synergie entre la France, l'Allemagne et le RU en matière de défense.

Le Royaume-Uni, La France et l'Allemagne sont les trois plus importantes économies de l'Europe et donc leur synergie non seulement en matière de défense, mais dans tous les domaines sont fondamentaux pour une UE efficace. Le Royaume Uni et la France sont deux pays similaires dans les domaines de populations, positions économiques et capacités militaires. Les populations de l'Allemagne (82,551 millions³²), de la France (59,725 millions) et du Royaume Uni (59,280 millions) sont les trois plus importantes de l'Europe. Dans le domaine du PIB, l'Allemagne a le PIB (voire tableau 3) le plus important de l'Europe, suivi par le Royaume Uni et la France, et sont les troisièmes, les quatrièmes et cinquièmes plus grandes économies mondiales les plus importantes respectivement.

Selon le bureau de statistiques national britannique, en 2003, le déficit budgétaire était de l'ordre de 3% du PIB (£8.8 milliards), mais il est prévu que l'économie accroît de

³² World Bank

3.1% en 2004. En revanche dans la cas des autres budgets importante de l'Europe, notamment celle de l'Allemagne, la France et de l'Italie, leur déficit budgétaire était proche, mais leur prévision est que leur économie accroît de 1%³³, 1.5% et de 1.25% respectivement. Même si leur budget devait s'accroître en 2004 avec un pourcentage de 2%, 2.5% et 2.25% respectivement, et leur déficit budgétaire devait se réduire à 2.7% pour l'Allemagne et la France, et 3.1% pour l'Italie, juste au niveau du seuil de 3% du pacte de stabilité de la « eurozone », l'état des économies européennes reste un souci majeur pour les Britanniques. Précisément dans le cas de la PESD, où les contributions envers la défense en proportion du PIB devront se confronter aux autres grands problèmes liées aux dépenses publiques et sociales et doit prendre en compte le taux de chômage sur le continent. Le taux de chômage français étant juste en dessous de 10%³⁴ et meilleur que celui de l'Allemagne, respectivement les deux sont beaucoup plus importante que celui du Royaume Uni.

L'Allemagne, la France et le Royaume Uni se sont mis d'accord sur la création d'une cellule de planification et de commandement militaire permanente pour l'UE, base au PC de l'OTAN en Belgique. Les planificateurs pourront utiliser des moyens de l'OTAN, comme des avions de transports, du renseignement militaire satellitaire et de leurs réseaux de communication avec l'accord de l'OTAN.

European Union: GDP (PPP) 2003

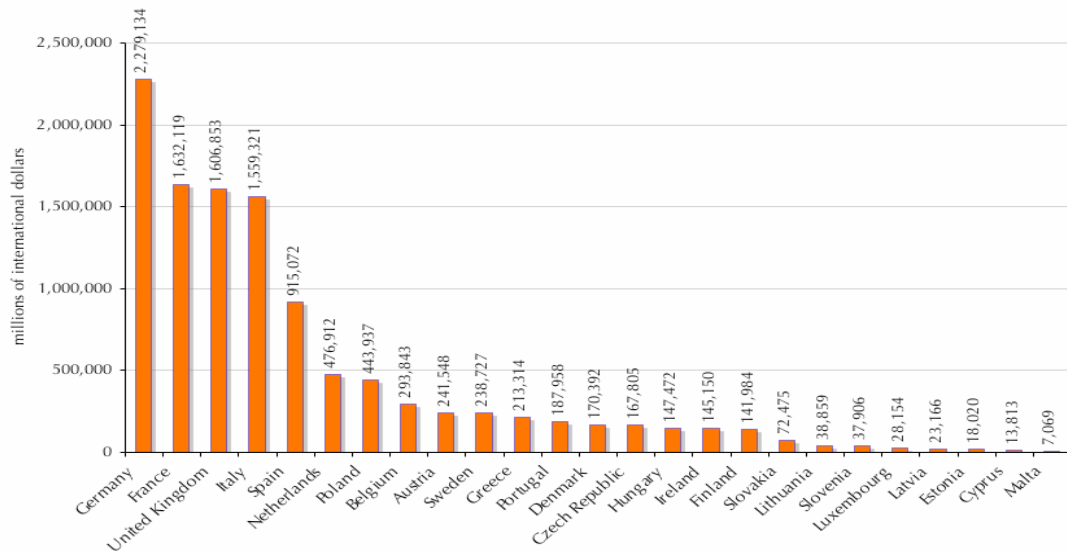


Tableau 3: Produit Intérieure Brut (PIB) en dollars (Source

www.pwcglobal.com)

³³ PriceWaterHouseCoopers European economic outlook report 2003 – www.pwcglobal.com

³⁴ Journal Metro 17/02/05

Etant donné que l'Allemagne représente un pouvoir économique global et européen fort, seules la France et le Royaume Uni ont de véritables forces armées dissuasives. Les liens franco-allemands sont très forts et ont été en croissance depuis la Deuxième Guerre mondiale, comme l'avait voulu Churchill. Le Président Chirac et le Chancelier Schröder se rencontrent chaque mois pour discuter des affaires bilatérales. La Brigade Franco-Allemande et l'Eurocorps sont deux exemples des liens forts, notamment dans le domaine militaire, qui symbolise la synergie entre ces deux pays.

DEFENCE BUDGETS	2001	2002	2003	2004
France (bn of current euros)	28,8	28,9	31,1	32,4
Germany (bn of current euros)	24,3	24,5	24,4	24,2
United Kingdom (bn GB£ at 2004-05 prices)	23,2*	26	25,6	26,8
+ "Cost of unprogrammed operation" (e.g. Iraq war)	0,4*	0,6	1,9	1,7

* The UK changed its accounting procedures in 2002.

Source of Data: French Ministry of Defence: "La Defense en Chiffres 2003," Budget de la Défense / Projet de loi de finances 2004.

German Ministry of Finance: "Finanzplan des Bundes 2002 bis 2006" / "... 2003 bis 2007"

British Ministry of Defence: "The Government's Expenditure Plans 2004-05 to 2005-06"

Tableau 4 : Variation des principaux budgets de défense européens (Source www.pwcglobal.com)

En revanche, les liens franco-britanniques ont toujours été plus difficiles et varient de jours en jours, dépendant de leurs différences d'opinion vis-à-vis de leur propre politique étrangère. La France et le Royaume-Uni ont une longue histoire en commun. Jusqu'en 1815, ils ont presque toujours été en guerre, et même avec un peu plus de cent ans d'Entente cordiale, la mentalité plutôt européenne française et anglo-saxonne insulaire britannique n'ont pas toujours partagé le même point de vue. Ceci dit, les deux pays se sont toujours respectés, notamment parce qu'ils sont les deux pays européens avec des forces armées crédibles. Les deux pays ont des forces nucléaires, ce qui leur attribue un fauteuil permanent au conseil de sécurité de l'ONU.

Deux avancées particulières sont à noter ; sur le front de la défense, les deux pays ont pris l'initiative d'appeler l'Union européenne à se focaliser sur le développement de ses capacités de réaction rapide afin de renforcer son aptitude à répondre aux requêtes de l'Onu dans les situations de gestion des crises à court terme. S'agissant de l'Afrique, ils ont mis en avant leur volonté de mieux soutenir la médiation africaine, et d'appuyer les efforts déployés

par l'Union africaine et par les organisations régionales en vue de prévenir et de gérer les conflits³⁵.

3.3 La question de la place du Royaume Uni dans l'industrie européenne de l'armement.

En avril 2004, les ministres de la défense européens se sont mis d'accord sur le fait qu'en 2007, l'UE devrait être capable d'utiliser 9 GTIA chacun avec 1500 soldats qui pourraient se déployer en 15 jours. En 2005 13 GTIA étaient déjà identifiés pour ces rôles. Ceci, et les conséquences des headlines goals 2010, nécessiteront l'acquisition de nombreux types de matériels. Ces matériels comprennent de nombreux projets différents, y compris les nouveaux avions stratégiques (A400M).

Le Royaume-Uni a soutenu l'Agence Européenne d'armement³⁶ depuis qu'elle fut établie le 12 juillet 2004, et est convaincu de la nécessité de développer des capacités multinationales européennes. « Le gouvernement britannique est sûr que l'agence jouera un rôle clé en améliorant la délivrance des futures capacités militaires de l'Europe. Ceci est un point clé non seulement pour la sécurité et la politique de défense de l'Europe mais aussi pour l'OTAN³⁷ ». La réduction dans les budgets de défense des pays européens fait qu'il sera nécessaire de coopérer entre eux dans certains domaines afin de créer des capacités coût efficace qui seront utiles pour plusieurs membres de l'UE.

Selon le gouvernement, l'intervention du Royaume Uni dans l'agence a permis aux britanniques d'influencer et de former cette capacité afin qu'elle atteigne ses buts et ses intérêts. Le compromis étant que le Royaume Uni ne devra pas accepter une politique industrielle de défense de « forteresse Europe » qu'elle craint.

Le plus grand défi pour l'agence est le déséquilibre économique et leur dépense en matière de défense entre les différents Etats. La France est le pays qui dépense le plus en

³⁵ Sommet franco-britannique, Lancaster House, le 24 Novembre 2003

³⁶ EDA L'agence a quatre fonctions principales: (a) le développement des capacités de défense;(b) la coopération dans le domaine des armements;(c) La base industriel et technologique de défense européennes et du marché d'équipement de défense;(d) La recherche et la technologie.

³⁷ M Geoffrey Hoon, secrétaire de défense du Royaume-Uni sur le sujet de l'établissement d'une agence européenne de l'armement dans la « house of commons », l'assemblée nationale le 22 juin 2004.

matériels en Europe et le Royaume Uni est le deuxième, mais l'inverse est vrai pour leur budget de défense respective. Les budgets de défense de la France et du Royaume Uni ensemble représente 50% du budget de défense de l'UE. Le total du budget de l'UE représente 40% de celle des Etats-Unis. Ce déséquilibre notamment dans le domaine des dépenses en matière de PIB, pourrait amener à une fracture entre les pays au sujet de ce déséquilibre. Seule la Grèce a une contribution relative à son PIB équivalent de celle de 3.5% des États-Unis, même si elle représente une minorité des dépenses totales de l'UE. Les contributions relatives au PIB en matière de défense devraient être normalisés à travers l'UE.

Dans le domaine de la recherche et du développement, l'UE dépense 25% du total des États-Unis, dont 50% des dépenses de l'UE proviennent de la France et du Royaume Uni et 76% des premiers six économies les plus importante de l'UE. Ceci est dangereux pour une union qui veut se doter d'une capacité autonome de défense. Déjà, certaines

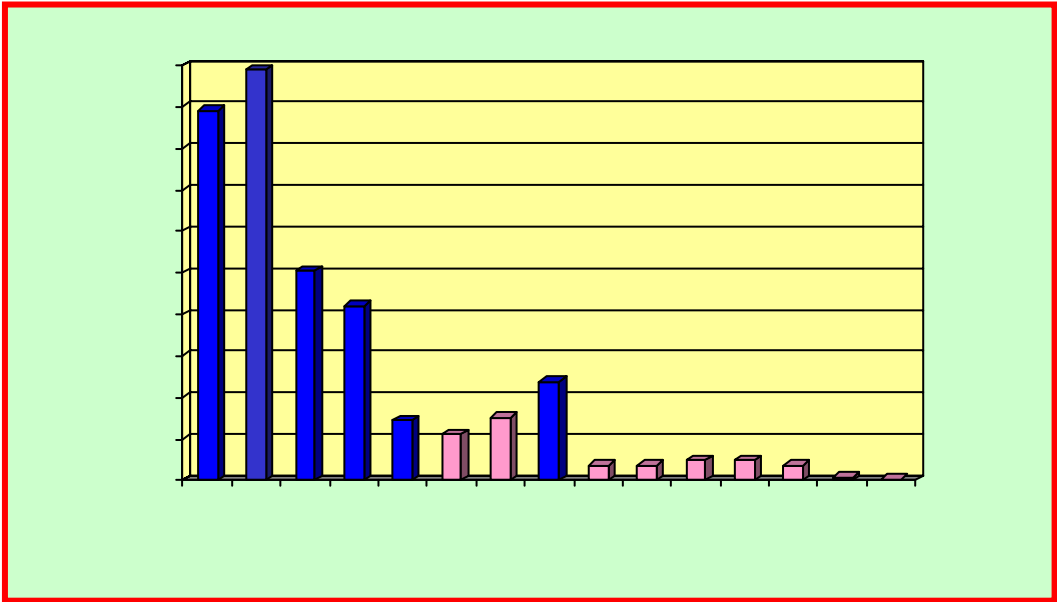


Tableau 5 : Effort de défense 2003 dépenses en capital (m€), Conférence GICAT 7/02/05

technologies notamment dans le domaine des missiles anti-char de 3^{ème} génération sont seulement disponibles aux Etats-Unis (Javelin) et en Israel (Spike).

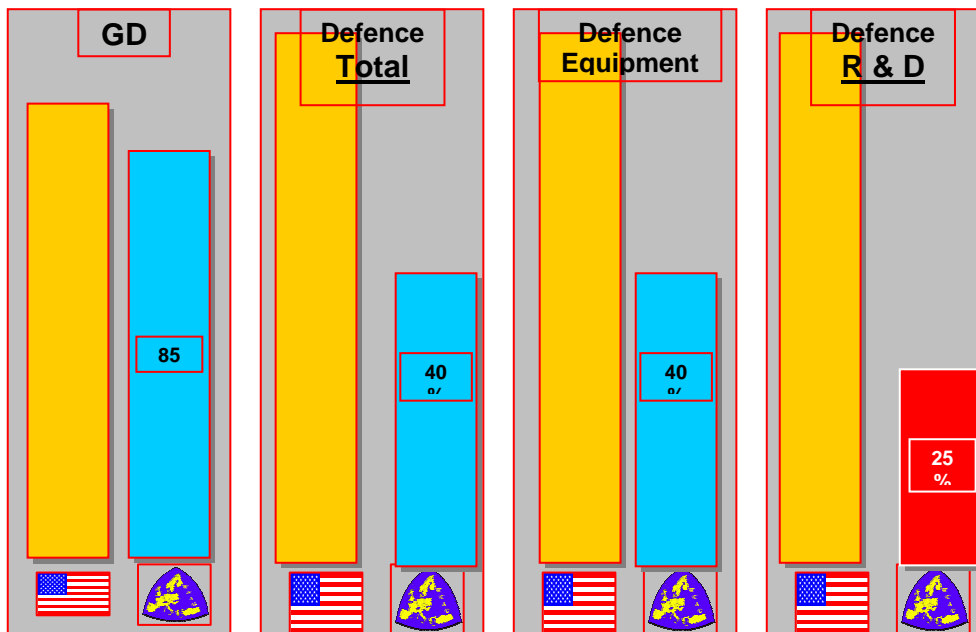


Tableau 6 : Comparaison entre les dépenses de défense relatives des Etats-Unis et l'UE

La capacité autonome de production de munitions dans l'UE est en crise, il faudra standardiser tous les armements à travers l'union à 25 afin de garantir cette capacité. Ceci aura un coût immense, ayant des répercussions énormes étant donné que les anciens pays de l'Est pourraient continuer d'acheter des munitions de l'Est bon marché. Ceci dit, le gouvernement Britannique est sûr que l'agence jouera un rôle clé en rendant meilleure la livraison des futures capacités militaires européennes, mais certainement dans le court terme pour les livraisons de capacités de communications et de transport stratégiques.

3.4 L'évolution de l'EDA (European Defence Agency)

L'agence doit d'abord mettre la pression sur les Etats membres afin de dépenser plus sur leurs matériels militaires, de créer un marché militaire plus ouvert et plus compétitif militaire. Ceci nécessitera que les états membres partout l'UE, normalisent leur dépense de défense relative à leur PIB. L'UE devra faire l'effort de réorganiser et moderniser son potentiel industriel militaire afin qu'il soit plus efficace pour ses propres équipements, mais aussi plus compétitif sur le marché international, à l'image de leur concurrent américain.

Le défi pour l'industrie d'armement européenne est de développer des capacités de défense, de promouvoir et améliorer la coopération européenne en matière d'armement,

d'œuvrer à la création d'un marché européen des équipements de défense concurrentiel et d'accroître l'efficacité de la recherche et la technologie européenne de défense. L'objectif devrait être le lancement de nouveaux projets européens d'acquisition et de recherche, mais la capacité de décision et les budgets nécessaires sont aujourd'hui limités. L'identification des technologies stratégiques clés est aussi une des priorités. Un marché intérieur plus large devra être créé pour concentrer l'effort afin d'avoir une meilleure efficacité et un meilleur choix d'équipements européens.

La voie choisie doit tenir compte de la réalité du marché de défense, étant donné l'état des diverses sociétés européennes à présent. L'ouverture aux marchés européens devra se faire d'une façon qu'il ait une réciprocité transatlantique effective. Le Royaume Uni, ayant déjà une bonne relation avec les Etats-Unis dans le marché de la défense, ne voudra pas mettre le partage de technologie dont-elle bénéficie en péril par une ouverture trop importante sur le reste de l'Europe. Cette position privilégiée entre le Royaume Uni et les Etats-Unis, pourrait être menacé si la notion d'une « Europe forteresse » se développe. L'interopérabilité est un facteur clé de la coopération militaire en Europe, ainsi qu'avec les partenaires transatlantiques.

La performance de l'Agence sera jugée, avant tout, sur sa capacité à accroître l'acquisition de nouvelles capacités de défense en Europe, d'assurer une meilleure coopération et davantage de financement en matière de « R&D » de défense et d'encourager le développement de projets d'acquisition en coopération. L'industrie doit jouer un rôle proactif, les décisions politiques étant évidemment du ressort des États membres.

Les lacunes majeures de l'UE sont notamment dans les domaines du militaire Spatial, de l'Interopérabilité, de la surveillance terrestre et maritime, de l'entraînement et de la suppression de la défense aérienne ennemie. Pour le Royaume Uni, le domaine le plus important est celui de l'interopérabilité, où les lacunes majeures sont; un réseau de renseignement intégré, un Identify Friend or Foe (IFF) du champ de bataille, l'interopérabilité du C2, un centre de transformation européen, et l'interopérabilité des Communications.

Les principaux projets européens militaires de coopération en cours vont prendre en compte certaines de ces lacunes. L'avion de transport l'A400M dotera plusieurs pays européens d'une capacité de transport stratégique. L'Eurofighter, le « Typhoon » au Royaume

Uni dotera certaines pays de l'EU de l'avion le plus manoeuvrable du monde. Alors que les premières opérations de l'Union européenne se concrétisent (prochainement encore en Bosnie- Herzégovine avec l'opération ALTHEA), une approche globale et cohérente en matière de défense européenne est nécessaire. Ceci implique : une convergence de la demande européenne, un marché intérieur compétitif plus vaste, un soutien pour nos technologies stratégiques, des restructurations dans l'industrie européenne de défense. Ces facteurs doivent être traités simultanément, tout en cherchant à développer les nouvelles capacités nécessaires pour la sécurité et défense du Royaume Uni et de l'Union européenne.

Avec la contribution des industriels, les nations doivent élaborer des choix volontaristes pour préparer l'avenir, en distinguant: les capacités de souveraineté nationale (ex : armes stratégiques), les capacités européennes, si une autonomie est souhaitée (ex. Galileo), ou bien une alternative à une solution américaine est possible (ex. A400M), les capacités à partager, sur un mode paritaire, avec les Etats-Unis (ex. défense anti-missiles balistique), ou le marché totalement ouvert. L'Agence peut contribuer à cristalliser un choix, en se référant aux travaux des Etats-majors. Le plus grand problème restera jusqu'à quel point les différents états seront prêts de renoncer certaine capacité à l'UE. Afin que l'UE se dote de d'une capacité coût efficace, les états membres devront être prêt d'accepter que tout le monde ne puisse tout faire et que certaines capacités souveraines devront être renoncé et regrouper pour améliorer le pouvoir d'achat de l'UE.

Pour le Royaume-Uni, la participation aux projets en commun, notamment pour les capacité de transports stratégiques, les satellites, l'eurofighter, le Porte- Avions avec les français, etc. confirme l'importance qu'elle donne au succès non seulement de l'UE et de la PESD mais aussi de l'agence d'armement européenne. Les projets multinationaux n'ont pas toujours réussi, habituellement à cause des différents besoins qui changé est multiplié le prix. Le sucé du futurs Porte-avions franco-britannique et de l'avion de transport stratégique A400M seront clé pour facilité la voie pour des futures projets multinationaux de l'UE.

4 Conclusion

La mentalité britannique, plutôt insulaire, marquée par l'issue des deux guerres mondiales, est plutôt conservatrice. Même si les travaillistes ont la meilleure chance de gagner les élections en mai 2005 et de rester au pouvoir, cette mentalité restera un souci pour l'issue de la constitution européenne et donc de la PESD. Le succès de la PESD est dans les intérêts non seulement des Européens, notamment des Français et des Allemands mais aussi pour le Royaume-Uni. Le Royaume-Uni a besoin de l'Europe, mais comme les États-Unis, elle veut voir les Européens prendre en mains davantage la responsabilité de leur propre défense. Pour ceci, les pays européens devront d'abord le démontrer, en mettant à jour partout dans l'UE, leur contribution proportionnelle à leur PIB de leur dépense sur la défense afin qu'elle soit normalisée à travers l'UE. En revanche le Royaume-Uni est convaincu de la nécessité d'avoir une PESD forte et efficace, mais qui est complémentaire à ceci de l'OTAN et de garder les États-Unis en partenariat. Ceci n'est pas nécessairement évident pour tous les autres pays européens, dont quelques-uns préféreraient voir une PESD avec une capacité équivalente à celle de l'OTAN, mais sans les États-Unis. Le Royaume-Uni soutient le besoin d'une capacité de planification limitée qui ne reproduit pas la capacité de planification otanienne. Le besoin d'une cellule indépendante de l'OTAN est acceptée, mais seulement si elle complète les actions de celle de l'OTAN.

Quoi que se soit, pour atteindre une PESD efficace, et pas seulement théorique, il faut d'abord que les finances soient disponibles! Comme tout fameux général, même français comme Napoléon, précisé que la seule chose qu'ils nécessitent pour gagner, c'est « de l'argent, de l'argent et plus d'argent ». Même si les missions de la PESD et de l'UE sont plutôt dans le cadre des missions de Petersberg, tant que l'OTAN reste la garantie de la paix en Europe, il faut que les problèmes et les divergences économiques soient mis à jour d'abord avant de croire que cette capacité est vraiment efficace. Pour cela, le Royaume-Uni devrait soutenir la constitution européenne en premier lieu, et à l'issue, devrait adopter l'euro. Mais tout cela ne sera résolu en réalité, tant que les autres pays de l'UE « mettent leurs argent où leur bouche est » (Les conseillés ne sont pas les payeurs) pour vulgariser une bonne expression anglaise! Tout État européen doit démontrer sa volonté de participer à tout niveau dans l'UE. Le processus de développer un États-Unis d'Europe prendra du temps. La constitution des États-Unis fut ratifiée en 1776, ils ont un peu d'avance.

BIBLIOGRAPHIE

OUVRAGES EN FRANCAIS

- CHAUPRADE Aymeric, *Geopolitique*, Constantes et changements dans l'histoire.

OUVRAGES EN ANGLAIS

- BROGAN Patrick, *World Conflicts*, Why and where they are happening
- SHAWCROSS William, *Deliver us from evil*, Warlords & Peacekeepers in a world of endless conflict.
- BELLAMY Christopher, *Knights in White armour*, The new art of war and peace

ARTICLES ET REVUES EN ANGLAIS ET EN FRANCAIS

- Foreign and Security Policy : <http://Europa.eu.int/pol>
- Capabilities for ESDP : <http://www.fco.gov.uk>
- Joint declaration on European defence: <http://www.fco.gov.uk>
- The future Strategic Context for Defence: www.mod.uk
- Déclaration sur la Politique Extérieure de Sécurité et de Défense (PESD) : www.elysee.fr
- European economic outlook : www.pwcglobal.com
- The evolution of British Defence Policy in the Post cold War Era: Dr A Dorman
- The future of an enlarged NATO: www.euractiv.com
- The expanding Europe and its relevance for both the British and the Germans: Lord Robertson's Sir Frank Roberts Memorial lecture – www.nato.int
- Le Royaume Uni dans l'Europe de demain: L Barber, www.notre-europe.asso.fr
- L'étrange politique étrangère de l'Union européenne : A-C Robert, www.monde-diplomatique.fr
- A european army : www.european-defence.co.uk
- The European Union and the North Atlantic Treaty Organisation: <http://www.nato.int>
- What is the uk position on European defence? <http://homepage.mac.com/tgarden/iblog>
- EU security and Defence Policy: <http://www.cer.org.uk/defence>
- Establishing a European Defence Agency: <http://www.publications.parliament.uk>
- Déclaration sur la PESD: <http://www.elysee.fr/cgi-bin>
- Relations bilatérales : <http://www.elysee.fr/magazine>
- Historique de la construction européenne de la défense : <http://www.defense.gouv.fr>
- Common Foreign and Security Policy : <http://www.fco.gov.uk>
- Interview with British Defence Attaché, Paris
- Colloque C2SD- L'Européanisation des politiques de défense 30/10/04
- www.munber-10.gov.uk
- www.diploweb.com
- www.geopolitis.net
- www.iris.france.org
- www.ifri.org
- www.frstrategie.org
- www.diplomatie.be/en/policy